
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Fermeture de la sucrerie de Souppes : la CGB dénonce des choix politiques néfastes

La sucrerie Ouvré Fils de Souppes-sur-Loing (77) a récemment annoncé qu'elle allait définitivement cesser son activité en raison de difficultés à la fois techniques et financières. La CGB appelle solennellement l'entreprise à honorer l'ensemble de ses engagements vis-à-vis de ses planteurs. Elle déplore cette nouvelle fermeture d'usine, la sixième en six années, et y voit la conséquence de choix politiques néfastes pour la filière sucrière française.

Par un courrier adressé aux planteurs le 10 janvier, Julien Ouvré, Président-Directeur Général de la sucrerie de Souppes-sur-Loing, a annoncé que son usine ne reprendrait pas son activité « compte tenu de la situation de trésorerie, de l'ampleur des coûts à engager pour réaliser les actions correctives liées à l'enquête administrative et remettre en état de fonctionnement les installations. »

La CGB exprime son soutien aux planteurs livrant cette entreprise et à ses salariés dans ce moment difficile.

Dans ce courrier, Julien Ouvré indique aussi avoir conclu un accord de partenariat avec Cristal Union pour accompagner les planteurs vers cette coopérative en 2025 et lui permettre d'honorer ses engagements.

La CGB sera extrêmement vigilante sur le respect des engagements pris par la sucrerie Ouvré quant au règlement des betteraves, qu'il s'agisse du solde de la récolte 2023 ou de la récolte 2024.

Au-delà des raisons mentionnées ci-dessus, la CGB perçoit cette nouvelle fermeture de sucrerie comme la conséquence des crises successives qu'a connues notre filière ces dernières années :

- crise économique avec la fin des quotas sucriers de 2017 et l'effondrement des prix du sucre et des betteraves,
- crise sanitaire de la jaunisse en 2020, conséquence de l'interdiction franco-française des néonicotinoïdes, avec près de 70% de la récolte betteravière perdue en Ile-de-France et une très forte baisse de production pour cette entreprise, pénalisant lourdement sa capacité d'investissement,
- afflux massif d'importations de sucre ukrainien sur le marché européen dont le prix a été divisé par deux depuis fin 2023.

C'est la sixième fermeture de sucrerie en France depuis 2019 - soit quasiment une sur quatre - avec à chaque fois des conséquences sur l'emploi et l'activité économique des territoires concernés.

Comment ne pas y voir le résultat funeste de choix politiques au niveau national et européen qui mettent à mal notre agriculture, nos industries et notre souveraineté, en affaiblissant notre filière betterave et sucre d'excellence ?